

Déclarations de ministres

Nous espérons que le message de Nassau a été compris non seulement à Pretoria, mais dans l'ensemble de la communauté des nations, parce que le monde n'attendra pas indéfiniment que les autorités de Pretoria entendent raison.

[Traduction]

Les Canadiens sont particulièrement fiers du rôle important qu'ils jouent, depuis des années, au sein des Nations Unies et de ses nombreux organismes et agences. Des Canadiens éminents, comme le très honorable Lester B. Pearson, sont étroitement associés, dans l'esprit du public, aux succès remportés par cet organisme international. J'ai donc été heureux de confirmer, encore une fois, notre attachement à l'ONU. Je crois que tous les gouvernements et les partis politiques canadiens, de toute allégeance, l'ont toujours considéré comme un organisme international essentiel.

Nous connaissons ses lacunes et ses limites, mais nous savons bien que les pays accompliront davantage ensemble que séparément. Sur ce chapitre, je suis particulièrement satisfait de voir combien l'alliance de l'Ouest est solide, unie et dynamique. Nous avons constaté combien la cohésion qui caractérise notre action commune était évidente lorsque les chefs du Royaume-Uni, du Japon, de l'Italie, de l'Allemagne de l'Ouest et du Canada ont rencontré le président Reagan pour discuter du prochain sommet. Nous avons tous démontré que nous étions profondément attachés à l'alliance et aux principes qu'elle défend. Nous avons aussi convenu d'explorer toutes les solutions et mesures possibles pour alléger les tensions dans le monde et favoriser la collaboration entre les deux superpuissances.

Monsieur le Président, le président Reagan ne m'a pas désapprouvé lorsque je lui ai demandé instamment, au nom de tous les Canadiens, de faire un effort supplémentaire pour en arriver à un accord équitable, en partant du principe que M. Gorbatchev souhaite tout autant que nous établir une paix durable. Voilà ce que nous considérons comme indispensable à la conclusion d'un accord juste et vérifiable. La recherche de la paix est l'affaire de tout le monde, monsieur le Président. Le Canada ne sera pas représenté à Genève, mais ses intérêts seront défendus. Nous demeurerons vigilants pour qu'ils le soient toujours avec efficacité et compétence.

Des voix: Bravo!

L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice): Monsieur le Président, au nom de tous les députés, je voudrais souhaiter un bon retour au premier ministre (M. Mulroney). Les députés de l'opposition sont particulièrement heureux de le revoir. Je ne sais pas s'il est aussi heureux d'être parmi nous, mais il sourit et je pense que c'est bien. Je voudrais soulever une question de procédure, monsieur le Président. J'ai reçu cette déclaration dans mon bureau dix minutes avant la période des questions. Il y a peut-être eu une erreur quelque part. Je sais que ce n'était pas voulu de la part du premier ministre, mais je le signale tout simplement. Un accident peut arriver.

Nous souhaitons au premier ministre un bon retour parmi nous. Nous constatons qu'au cours des années, la survie du Commonwealth a toujours été liée à une ou plusieurs crises. Celle de l'apartheid a représenté une grande menace pour le Commonwealth étant donné les vives divergences d'opinions qui ont existé entre les participants. Je suis heureux de voir que les participants ont plus ou moins réussi à résoudre ce problème. Bien entendu, nous aurions souhaité que le premier

ministre Thatcher fasse un peu plus, mais dans les circonstances, je pense qu'il valait mieux accepter sa proposition que de remettre en question cette grande association à cause de ce problème.

Je suis heureux d'apprendre que les participants ont pu se mettre d'accord et qu'ils proposeront des sanctions. Les nouvelles sont minimales, à mon avis. Le plus important, c'est d'abord que l'on ait réussi à se mettre d'accord et ensuite, qu'une autre réunion doit avoir lieu dans six mois. J'espère que nous progresserons dans l'intervalle. J'espère que le groupe qui a été désigné pour examiner ces problèmes compte tenu de son expérience passée dans le domaine des affaires internationales réussira dans sa tâche.

● (1530)

[Français]

Et j'espère que le très honorable ex-premier ministre, M. Trudeau, pourra accepter de jouer le rôle que le premier ministre lui a demandé de jouer étant donné ces circonstances, et je suis sûr que, s'il pouvait être utile dans ce processus, son expérience internationale pourra aider considérablement les autres personnes de ce comité, et nous souhaitons à ce comité tout le succès possible.

J'ai aussi noté, avec peut-être un peu plus de plaisir encore, le discours prononcé par le premier ministre devant les Nations Unies, spécialement la référence qu'il a faite, à ce moment-là, à l'Afrique du Sud. A mon avis, si on pouvait joindre les deux déclarations, on pourrait faire des progrès considérables, parce que, comme nous l'avons antérieurement souligné devant la Chambre, je pense qu'il faut donner une date limite à l'Afrique du Sud pour abolir le système d'apartheid qui est rejeté unanimement par tous les Canadiens. Il faut que ce soit fait dans des délais qui soient clairs et nets.

Et, quand le premier ministre a dit à New York qu'il avait l'intention même de briser nos relations avec l'Afrique du Sud si nous ne faisons pas suffisamment de progrès dans une période de temps, je pense que le premier ministre aurait été bien avisé de suivre l'avis que nous lui avons donné ici, à la Chambre, de donner une date limite à l'Afrique du Sud et que si, par exemple, le 1^{er} juillet 1986, des progrès satisfaisants n'ont pas été réalisés, le Canada, non seulement imposera toutes les sanctions globales en matière économique, mais en même temps, nous pourrions d'une façon non équivoque montrer notre désaccord en brisant nos relations diplomatiques parce qu'il n'y a pas beaucoup de pays qui ont des relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud à ce moment-ci.

Je comprends le premier ministre, vu les problèmes et la délicatesse de la situation qui existe en Afrique du Sud à ce moment-ci, surtout dans le contexte des élections qui auront lieu, je crois, en Afrique du Sud et le rappel du Parlement sud-africain au début de 1986, qu'il faut donner au Président Botha une certaine période de temps pour pouvoir manœuvrer politiquement à l'intérieur de son pays. Mais si, au printemps ou au début de l'été 1986, il n'y a aucun progrès d'accompli, je pense que le premier ministre devrait, dans six mois, lorsqu'il y aura une réunion pour étudier le progrès accompli depuis la réunion des Bahamas, annoncer dans un délai de deux ou trois mois suivant la réunion que le Canada aura tout simplement rompu ses relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud.